

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
ET DE LA REGLEMENTATION

FH/CC 22me. BUREAU

Tel. (22) 91.73.41

50020 Amiens Cedex

TELEX 150387 PREFSOM AMIEN

installations classées pour la  
protection de l'environnement

communes de CONTOIRE-HAMEL  
et d'HARGICOURT

SERVICE DES MINES ARRETE DU 4 octobre 1983

Ingénieur en Chef

- 7. OCT 1983

RÉG: NE

Ordre: Ministère de l'AMEN

Le Préfet  
Commissaire de la République  
de la Région Picardie  
Commissaire de la République  
du Département de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur

SERVICE DE L'INDUSTRIE ET  
DE PICARDIE - ARDENNE  
DIVISION DES INDUSTRIES  
DE LA SOMME

13 OCT. 1983

Réf: VC

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU la nomenclature des Installations Classées ;

VU la demande présentée par la Société MINGUET THOMAS dont le siège social est à CONTOIRE-HAMEL PIERREPONT-SUR-AVRE-BP 1-80500 MONTDIDIER, tendant à régulariser la situation administrative de son usine de fabrication et de transformation de papier et de carton ondulé, située sur le territoire des communes de CONTOIRE-HAMEL et d'HARGICOURT ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1982 portant mise à l'enquête publique de la demande ;

VU le dossier de l'enquête publique ouverte du 22 novembre au 21 décembre 1982 ;

VU le rapport du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal de CONTOIRE-HAMEL ;

VU l'avis du Sous-Préfet, Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de MONTDIDIER ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture ;

VU l'avis du Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de l'Inspecteur du Travail et de l'Emploi ;

VU l'avis du Chef de Service Départemental de l'Architecture ;

Direction Régionale de  
Industrie et de la Recherche

.../...

VU l'avis et le rapport de l'Inspection des Installations Classées  
et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du  
14 juin 1983 ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1er - La Société MINGUET THOMAS dont le siège social est fixé à  
CONTOIRE-HAMEL PIERREPONT-SUR-AURE BP 1 - 80500 MONTDIDIER, est autorisée,  
sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le  
présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de CONTOIRE-HAMEL  
et d'HARGICOURT une usine de fabrication de papier et de carton ondulé, com-  
portant les activités visées comme suit dans la nomenclature des installations  
classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations	Rubrique	Régime
- Préparation de pâte à papier par tritu- ration de papiers de récupération 150 T/jour de matière sèche	333.3°a	A
- Fabrication de papier sur une machine à deux tables - 150 T/jour Fabrication et transformation du carton ondulé - 150 T/jour	330	A
- Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur plus de 8 000 th	153 bis.1°	A
- Dépôt de papiers usés - 5000 m2	329	A
- Dépôt de liquides inflammables de la 2ème catégorie	253	D

## DESCRIPTION SOMMAIRE :

L'usine comporte deux départements de production distincts :

### La papeterie :

qui produit des papiers de second choix à partir de vieux papiers de récupération ; ce papier est utilisé en couverture de carton ondulé.

L'entreprise dispose pour l'élaboration du papier d'une ligne de production où l'on retrouve les phases de fabrication suivantes :

- préparation de la pâte à partir de vieux papiers ;
- formation de la feuille sur une machine à deux tables ;
- séchage et déshydratation de la feuille de papier par passage à travers des tambours sècheurs.

### La cartonnerie :

qui fabrique et transforme du carton ondulé ; le carton ondulé est réalisé à partir de papiers kraft et de papiers cannelés achetés à l'extérieur, et de papiers de second choix produits sur place dans la papeterie.

Le carton fabriqué est découpé, plié, pour la préparation de caisses-carton.

La présente autorisation est accordée pour une capacité de production de : 50 000 T de papiers et 50 000 T de carton.

## TITRE I - CONDITIONS GENERALES

Article 2 - Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne seront pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des arrêtés complémentaires.

Article 3 - Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire relevant ou non de la nomenclature des installations classées.

Article 4 - Toute modification sera subordonnée avant sa réalisation à l'agrément de l'autorité préfectorale. (Service des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

### Article 5 - Hygiène et sécurité

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions législatives et réglementaires prises dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### Article 6 - Mesures d'information en cas d'incidents graves ou d'accidents

En cas d'incidents graves ou d'accidents mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés, l'Inspection des Installations Classées.

Il fournira à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 7 - A la demande de l'Inspection des Installations Classées, il pourra être procédé à des prélèvements d'échantillons et à des analyses et des mesures de débit sur les émissions atmosphériques et sur les rejets d'eaux usées ainsi qu'à des mesures acoustiques continues, périodiques ou occasionnelles. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

## TITRE II - PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 8 - Les bâtiments seront à l'usage strictement industriel et ne seront ni occupés ni habités par des tiers.

Article 9 - Les canalisations de fluides devront être individualisées par des couleurs conventionnées (Normes NF X 08.100) maintenues en bon état, ou un système d'étiquetage d'efficacité équivalente permettant leur repérage immédiat.

Article 10 - Les installations électriques devront être conformes à la norme NF C 15.100 et à la réglementation en vigueur.

Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations classées.

### Article 11 - Prescriptions relatives à la lutte contre l'incendie

#### 11.1- Moyens

. le matériel de lutte contre l'incendie couvrira l'ensemble des installations.

. les moyens propres à chaque secteur seront dimensionnés avec la nature et l'importance du risque à défendre.

. des dispositifs locaux (extincteurs, tas de sable) judicieusement disposés devront permettre d'attaquer les feux localisés.

. l'établissement sera équipé d'un réseau de protection contre l'incendie composé de bouches de poteau incendie ou de robinets armés. Ces installations seront implantées de telle sorte que tous les ateliers et dépôts puissent être arrosés. Ces points d'eau seront placés à proximité des entrées et des locaux à protéger.

. une équipe spécialisée dans la lutte contre l'incendie sera constituée parmi le personnel de l'usine ; cette équipe sera entraînée par des exercices réguliers.

#### 11.2- Règles d'exploitation

Des consignes de sécurité seront affichées dans chaque atelier ou magasin ; elles indiqueront la conduite à tenir, les mesures à prendre en cas d'incendie dans le secteur considéré et pour tout accident plus important menaçant l'ensemble de l'établissement.

Les emplacements des moyens de secours seront signalés et les accès maintenus dégagés en permanence.

Les moyens de secours incendie seront entretenus en bon état de fonctionnement ; le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi.

Un plan de défense incendie sera établi en liaison avec l'Inspection départementale des Services Incendie et Secours. Ce plan sera maintenu constamment à jour et devra pouvoir être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

## Article 12 - Déchets

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions propres à éviter des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, la dégradation des sites et des paysages, la pollution de l'air ou des eaux, l'émission d'odeurs et, d'une façon générale, de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

La nature, la quantité de déchets solides, liquides ou pâteux engendrés par les fabrications, leur destination, leur condition d'élimination seront communiquées pour accord préalable à l'Inspection des Installations Classées.

Les quantités produites et éliminées ainsi que les noms des entreprises chargées du transport et de l'élimination seront également communiqués à l'Inspection des Installations Classées chaque trimestre.

## Article 13 - Bruit

13.1 - Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

13.2 - Les dispositions de l'Instruction ministérielle du 21 juin 1976 relatives au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées leur sont applicables.

A cet égard, la zone où sont implantées les installations est considérée comme zone résidentielle urbaine avec route à grande circulation, le terme additif Cz a pour valeur 15 dB (A).

Le niveau acoustique équivalent mesuré en dB (A) suivant la norme S 31.010 ne doit pas dépasser en limite de propriété :

- les jours de la semaine
  - de 7 h à 20 h : ..... 60 dB (A)
  - de 22 h à 6 h : ..... 50 dB (A)
  - période intermédiaire : ..... 55 dB (A)
- les dimanches et jours fériés : ..... 50 dB (A)

## Article 14 - Pollution atmosphérique

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

## Article 15 - Pollution des eaux

### 15.1 - Principes généraux

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

On recherchera par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériels et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

Les rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel ne pourront s'effectuer que par l'intermédiaire d'un dispositif aménagé de façon à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

Le dispositif de rejet doit être aisément accessible aux Agents chargés du contrôle des déversements. Il doit être aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux résiduaires, ainsi que les quantités des eaux consommées de toute origine.

Ce schéma sera tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Un registre spécial sur lequel seront notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires et les résultats des contrôles de la qualité des rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### 15.2 - Collecte des eaux

Les eaux pluviales seront recueillies dans un réseau propre.

Dans un délai de six mois, l'industriel présentera à l'Inspection des Installations Classées les résultats d'une étude s'attachant à définir les possibilités techniques pour le recyclage complet des eaux de refroidissement.

Le recyclage des eaux de refroidissement, conformément aux dispositions qui seront définies au vu de l'étude et en accord avec l'Inspection des Installations Classées, sera réalisé pour le 31 décembre 1984.

Les éluats du traitement des eaux de chaudière seront regroupés en un même point. Ils seront neutralisés et pourront être rejetés, après contrôle, dans le réseau des eaux pluviales, sous réserve que leur pH soit compris entre 6,5 et 8,5.

### 15.3 - Normes de rejet : nouvelle rédaction - 1ère partie

Dès notification du présent arrêté, les effluents rejetés par l'établissement devront satisfaire aux dispositions suivantes :

- Débats

	Valeurs spécifiques	Limite supérieure absolue
Débit instantané	13 m <sup>3</sup> /T papier	100 m <sup>3</sup> /h
Débit moyen sur 2 H	16 m <sup>3</sup> /T papier	90 m <sup>3</sup> /h
Débit moyen sur 24 H	15 m <sup>3</sup> /T papier	2 000 m <sup>3</sup> /h

- Concentrations et flux

	MES	DB05	DCO
Valeurs spécifiques du flux ramenée à la tonne de papier	1 kg/T	6 kg/T	12 kg/T
Flux maximum admissibles			
- sur 2 H (en kg/h)	7,5	45	90
- sur 24 H (en kg/j)	150	900	1800
Concentration instantanée (mg/l)	80	500	7000
Concentration moyenne sur 2 H (mg/l)	75	470	1050
Concentration moyenne sur 24 H (mg/l)	70	450	900

- pH compris entre 5,5 et 8,5

- La température des eaux au rejet dans l'Avre ne devra pas excéder 25°C. Cependant, en cas d'échauffement des eaux de la rivière, le seuil de 25°C pourra être dépassé en observant toutefois un écart maximal de température  $\Delta T = 5^{\circ}\text{C}$  entre les eaux de rejet et celles de la rivière.

Une étude sera engagée par l'industriel pour définir les conditions techniques et les moyens à mettre en oeuvre afin d'améliorer et compléter le traitement des effluents de l'usine, en vue que les rejets d'eaux résiduelles de l'entreprise satisfassent aux objectifs de qualité suivants :

- Débit

- . instantané ..... 50 m<sup>3</sup>/h
- . moyen sur 2 h ..... 40 m<sup>3</sup>/h
- . moyen sur 24 h ..... 800 m<sup>3</sup>/j

- Concentration et flux

	MES	DBO5	DCO
Concentration instantanée en mg/l	50	907	320
<i>C moyen/jour</i> Concentration moyenne journalière en mg/l	125	312	800 <i>mg/l</i>
flux instantané (en kg/h)	3	4	14
flux maximum sur 24 h (en kg/jour)	30	60	225

. pH compris entre 5,5 et 8,5

. température maximale inférieure à 25°C

Les résultats de cette étude seront communiqués pour avis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Ces résultats permettront de définir les solutions techniques économiquement acceptables pour l'entreprise, satisfaisant aux objectifs ci-dessus édictés. Les conditions de mise en place de ces solutions techniques retenues seront définies en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

15.4 - Conditions de rejets

Les eaux pluviales seront rejetées dans le milieu naturel (rivière l'Avre) par un seul exutoire.

Le rejet des eaux domestiques devra satisfaire aux prescriptions du règlement sanitaire départemental.

Les eaux résiduaires seront éliminées, après épuration, conformément aux prescriptions de l'article 15.3 ci-dessus énumérées, par l'intermédiaire du réseau d'eau pluviale précité.

L'émissaire de rejets des eaux résiduaires sera équipé, à l'aval des installations d'épuration, d'un dispositif permettant les mesures en continu du débit rejeté.

15.5 - Analyses et mesures

L'exploitant procédera à l'analyse hebdomadaire des eaux résiduaires en sortie des installations d'épuration.

Ces analyses seront effectuées sur un échantillon moyenné 8 heures et porteront sur les éléments suivants : pH, MES, DBO, DCO.



Les résultats seront regroupés dans un tableau récapitulatif sur lequel seront mentionnés, de plus, les débits journaliers d'eaux résiduaires rejetées et les quantités journalières de papier produites. Ils seront adressés dans le courant de la première quinzaine de chaque trimestre calendaire à l'Inspection des Installations Classées.

### TITRE III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

#### Article 16 - Atelier de fabrication de la pâte à papier et de fabrication de papier

##### 16.1 - Aménagement de l'atelier

Les sols des ateliers seront aménagés de manière à collecter et retenir toute fuite, épanchement ou débordement de pâte, de produits chimiques et de tout autre produit de même nature.

Les fuites, les écoulements ou les débordements ainsi collectés et analysés seront recueillis dans des cuves de rétention étanches, dont la capacité sera déterminée en tenant compte du volume des liquides et de la masse des matières en circulation dans les circuits susceptibles d'être à l'origine d'écoulements accidentels.

Le niveau dans ces cuves sera, en permanence, maintenu suffisamment bas pour que puisse être recueillie toute fuite accidentelle ; chacune d'entre elles sera munie d'un dispositif d'alarme à dépassement de niveau moyen.

Les écoulements recueillis seront, soit récupérés, soit recyclés en fabrication, ou enlevés par des entreprises conventionnées pour élimination ou destruction en centre de traitement spécialisé.

##### 16.2 - Règles d'exploitation

Les cuves de fabrication pour la préparation de la pâte à papier, cuiviers, bassins eaux blanches, tanks à pâte, seront équipés de détecteur de niveau maximal.

Le dépassement de la capacité nominale de toute cuve provoquera le déclenchement automatique d'une alarme, entraînant l'application immédiate de mesures appropriées.

Ces mesures feront l'objet de consignes d'exploitation spécifiques, établies par l'industriel.

La mise en place de tout autre dispositif de sécurité pourra être acceptée, sous réserve qu'il présente des garanties équivalentes.

Les déchets récupérés lors de la fabrication de la pâte (plastiques, agrafes, fils de fer...) seront stockés avant leur enlèvement, sur une aire étanche aménagée de manière à former rétention.

## Article 17 - Installation de combustion

### 17.1- Caractéristiques :

Les installations de combustion de l'entreprise sont composées de 2 générateurs de vapeur, de puissance :

- chaudière n° 1 : 5150 thermies PCI/heure, installée en 1967 (7°)
- chaudière n° 2 : 10300 thermies PCI/heure, installée en 1976. (11°)

Les générateurs sont installés dans deux locaux contigus.

Ils sont alimentés au fuel lourd n° 2.

### 17.2- Conditions de rejet des fumées à l'atmosphère :

Les cheminées seront élevées à une hauteur de 32 mètres.

La vitesse d'éjection des gaz au débouché à l'atmosphère, de chaque conduit, devra être au minimum de 12 m/s.

Ces dispositions devront être satisfaites dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

### 17.3- Contrôle des émissions :

Pour permettre le contrôle des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ces contrôles, les conduits des cheminées devront être pourvus de dispositifs obturables, commodément accessibles, à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère, tels que définis dans les normes NFX 44051, 44052 et 44053.

L'aménagement de ces dispositifs devra être réalisé dans un délai de 2 ans.

### 17.4- Appareillage de mesure :

Les générateurs seront munis des appareils suivants dans un délai de deux ans :

- un indicateur de température des gaz de combustion à la sortie du générateur,
- un enregistreur de pression de vapeur sur le collecteur de départ,
- un dispositif indiquant, soit le débit de combustible, soit le débit de vapeur,
- un appareil de mesure en continu, directe ou indirecte, de l'indice de noircissement,
- un analyseur automatique de gaz de combustion donnant au moins la teneur en CO<sub>2</sub> ou toute indication équivalente.

Le générateur n° 2 (10300 th/h) sera muni d'un appareil de mesure en continu, directe ou indirecte, de la quantité de poussière émise à l'atmosphère.

.../...

### 17.5 - Règles d'exploitation

L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un bon fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage.

Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Un tableau des périodes de ramonage sera affiché dans la chaufferie.

Les résultats des contrôles et compte rendu d'entretien seront portés sur le livret de la chaufferie prévu par les articles 24 et 25 de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975.

### 17.6 - Autres prescriptions

Les dispositions de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques et l'arrêté interministériel du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens périodiques sont applicables à la chaufferie.

### 17.7 - Protection incendie

Il sera disposé dans la chaufferie :

- 2 extincteurs à poudre de 6 kg au moins de capacité,
- 1 caisse de sable avec pelle de jet.

Le bâtiment de la chaufferie sera construit en matériaux incombustibles ; il comportera au moins deux portes de dégagement, dont l'une au moins débouchera sur l'extérieur.

### Article 18 - Stockage de vieux papiers

L'entreprise dispose pour son approvisionnement d'un stockage de matière première constitué de vieux papiers d'environ 3500 tonnes.

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout envol de vieux papiers vers l'extérieur du dépôt.

L'aire de stockage sera périodiquement nettoyée. Les vieux papiers détachés des balles seront, soit introduits en fabrication, soit éliminés vers une décharge agréée.

Des arbres à feuillage persistant pourront être plantés sur le pourtour du stockage de manière à former un écran visuel.

Article 19 - Dépôts de liquides inflammables

Le stockage de liquides inflammables de l'usine est constitué par :

- une cuve de 200 m<sup>3</sup> pour le fuel lourd n° 2
- une citerne de 20 m<sup>3</sup> pour le fuel domestique
- une citerne de 5 m<sup>3</sup> pour le stockage de gas-oil
- une citerne de 25 m<sup>3</sup> de fuel domestique pour le chauffage des bureaux.

Ces dépôts sont soumis aux règles d'aménagement et d'exploitation de l'arrêté type n° 253 annexé au présent arrêté, en particulier pour les alinéas 3 - 4 - 8 à 12 - 15 à 26 et 30 à 39.

Chaque réservoir, ou groupe de réservoirs, sera associé à une cuvette de rétention étanche de capacité définie comme suit :

Fuel lourd : capacité égale à 50 % du plus grand réservoir conteneur

Fuel domestique : capacité correspondant à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs conteneurs.

Article 20 - Stockage de liquides divers susceptibles d'entraîner une pollution des eaux (huiles...)

Ces stockages seront associés à une cuvette de rétention étanche d'une capacité égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 20 % de la capacité globale des réservoirs conteneurs
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir conteneur.

.../...

#### TITRE IV - PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

##### Article 21 - Annulation

Le présent arrêté cesserait de porter effet pour quelque installation classée de l'établissement au cas où leur exploitation viendrait à être interrompue pendant deux années consécutives.

##### Article 22 - Permis de construire

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

##### Article 23 - Transfert des installations - Changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et le cas échéant d'une autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

##### Article 24 - Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

##### Article 25 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société MINGUET THOMAS.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des Services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

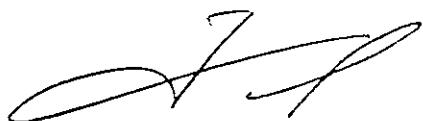
##### Article 26 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet, Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de MONTDIDIER, le Maire de CONTOIRE-HAMEL, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation :  
Pour le Secrétaire Général  
et par délégation :  
le Directeur,

FAIT à AMIENS, le 4 octobre 1983

Pour le Préfet,  
Commissaire de la République,  
Le Secrétaire Général,



Jean DOUCHET

Signé

Jean-Charles ASTRUC.

